

StJames, Louise (PHAC/ASPC)

De : Brickles, Spencer (PHAC/ASPC)
Envoyé : 2020-03-31 5:58 PM
À : Cluney, Craig (PHAC/ASPC); StJames, Louise (PHAC/ASPC); Lavoie, Marlene (PHAC/ASPC); Gargum, Taha (PHAC/ASPC); Frost, Evan (PHAC/ASPC); Osei, Peggy (PHAC/ASPC); Novak, Krystal (PHAC/ASPC); Beaudoin, John (PHAC/ASPC)
Cc: Sammon, Jacob (PHAC/ASPC); Irick, Marina (PHAC/ASPC)
Objet : Résumé de la séance d'information quotidienne à l'intention des parlementaires : 30 mars 2020

La séance d'information à l'intention des parlementaires sur la COVID-19 a été menée aujourd'hui par Rhonda Kropp, aux côtés d'autres représentants de SPAC, SAC, ISFC, ARC, EDSC, AMC, ISDE, SP, SC et TC. M^{me} Kropp a commencé par donner une brève mise au point concernant la santé publique. À midi en ce jour, il y a 7 708 cas au Canada et 89 décès. Au Canada, 236 000 personnes ont été dépistées.

Nombre final de participants à l'appel : 168
Nombre de questions restées sans réponses : 8

Les questions posées par les parlementaires incluent ;

- Sénateur Rob Black (GSC) : Il faut s'occuper des insuffisances dans la production agricole pour que l'industrie agricole assure la sécurité alimentaire. Que fait-on à ce sujet ?
 - o *M^{me} Kropp : La sécurité alimentaire est un sujet très préoccupant. Il n'y aucun représentant d'AAC ici, mais nous notons la question et la transmettrons. ****
- Député Steven Blaney (PCC ; Bellechasse—Les Etchemins—Lévis) : Question inaudible.
 - o *N/A*
- Députée Rachel Blaney (NPD ; North Island-Powell River) : Comment sera calculée la subvention salariale de 30 % et comment seront calculés les salaires ? Les personnes salariées à la commission vont-elles être admissibles, et quel est le ministère mandaté de l'application de cette subvention ?
 - o *EDSC : Cette politique est susceptible d'évoluer encore, et nous sommes très attentifs à ces enjeux. Nous devons poursuivre nos travaux pour répondre à toutes ces questions et développer la politique qui s'y rapporte.*
 - o *ISDE : Très attentifs, les choses vont très vite. Nous espérons avoir plus d'informations dans les prochains jours. Pas de délai précis, toutefois.*
- Député Paul Manly (PV ; Nanaimo-Ladysmith) : La plateforme de PCU en ligne ne fonctionne pas correctement, nous espérons que le problème sera bientôt réglé. Y aura-t-il des problèmes similaires avec Mon Dossier de l'ARC ? Peut-on faire passer le message aux Canadiens que certaines personnes ont pu déposer une demande pour bénéficier de ces programmes, même si elles gagnent encore 20 % de leur salaire ?
 - o *ARC : Nous faisons en sorte d'étaler les demandes sur plusieurs jours pour éviter les pannes. Les gens devraient s'inscrire à Mon Dossier à l'avance et s'assurer que leurs informations pour effectuer le dépôt direct sont correctes.*
 - o *EDSC : Il est très important de communiquer à ce sujet, nous essayons d'assurer une communication adéquate à ce propos. Nous travaillons très dur pour rassembler les questions et réponses sur une seule page du site Web du GC, afin d'éviter toute confusion.*
- Députée Nelly Shin (PCC, Port-Moody-Coquitlam) : Un électeur a du mal à accéder à Internet pour aller sur le site de l'ARC et faire une demande de prestation. Y aura-t-il des moyens mis en œuvre pour aider les Canadiens dans la même situation ? Pour les Canadiens résidant à l'étranger, y aura-t-il des dispositions économiques prévues pour eux ?
 - o *ARC : Il y aura un système téléphonique automatisé pour les personnes déposant une demande pour la PCU, le numéro sera diffusé. Si la personne est résidente du Canada, elle pourra déposer une demande de PCU depuis l'étranger.*

- Député Brad Vis (PCC ; Mission—Matsqui—Fraser Canyon) : Que fait-on avec Agri-stabilité ? Quelle est la politique pour les citoyens américains qui possèdent une propriété au Canada, peuvent-ils entrer au Canada et quelles sont les politiques à ce sujet ?
 - ASFC : *Nous avons refusé certaines personnes à la frontière qui venaient pour le loisir, mais on en laisse entrer d'autres tant qu'elles remplissent les conditions. Nous informons ces personnes qu'elles doivent s'auto-isoler, faute de quoi elles risquent des amendes ou des poursuites pénales. S'il est évident que ces personnes ne s'auto-isoleront pas, nous le notons et les orienterons vers un AQ pour faire l'objet d'une évaluation la fois suivante qu'ils se présentent à la frontière. Nous surveillons également les personnes qui essaient de traverser la frontière à différents points d'entrée, et nous collaborons avec la GRC pour savoir quelle amende donner à ces personnes.*
- Députée Laurel Collins (NPD ; Victoria) : Y a-t-il de nouvelles informations plus précises sur les critères d'admissibilité à la PCU ? Le système téléphonique fait-il l'objet de tests de surcharge de la même manière que le site internet de l'ARC ? A-t-on besoin de ses impôts de 2018 pour créer un dossier à l'ARC ?
 - EDSC : *Je suis désolé de redonner la même réponse, mais nous faisons de notre mieux pour développer les politiques et nous préparons une FAQ qui sera bientôt publiée.*
 - ARC : *Nos centres d'appel subissent beaucoup de pression, nous changeons le fonctionnement pour permettre aux employés de répondre aux appels à distance. Le système téléphonique automatisé ne sera pas affecté par la disponibilité d'opérateurs sur les lignes téléphoniques. On demande aux gens de télécharger leur formulaire d'impôt de 2018 pour authentifier leur identité, mais ils peuvent très bien utiliser celui de 2017.*
- Sénatrice Kim Pate (GSI) : Y aura-t-il des plans pour réduire le nombre de cas positifs dans les prisons ?
 - M^{me} Kropp : *Aucun représentant du Service correctionnel Canada ne participe à cet appel, mais nous enverrons cette question au SCC pour connaître son avis, et nous aurons une réponse en retour.*
- Député Mike Lake (PCC, Edmonton-Wetaskiwin) : Concernant le dépistage, le nombre de cas augmente considérablement, tout comme les décès. Le taux de dépistage augmentait, mais comment est-ce possible qu'il diminue désormais ?
 - M^{me} Kropp : *Nous allons envisager de faire des séances d'information spécifiques par ministère. En ce qui concerne le dépistage, plusieurs raisons peuvent expliquer cette baisse. Étant donné qu'un nombre précis de trousse de dépistage est disponible, les juridictions ont pris des décisions judicieuses à propos de ces trousse de dépistage. Le LNM cherche à couvrir les pénuries de réactifs et étudiait la possibilité de réaliser des tests aux points de service pour diminuer les délais de dépistage. On ne peut pas dire exactement pourquoi cela diminue, mais il se peut que les personnes fassent un usage judicieux de leur matériel.*
 - *Il y a eu un nouveau lancement du site Internet ce matin, et il y a un portail unique qui mène à d'autres sites Web. Nous avons suivi les commentaires précédents sur la ligne téléphonique, et la ligne téléphonique est désormais réparée à la suite de vos commentaires.*
- Députée Rachel Harder (PCC ; Lethbridge) : Quel est la procédure pour bénéficier de la PCU, quel est le message envoyé aux employeurs, de garder les employés à leur poste sans les payer, où est la légalité de tout cela ?
 - EDSC : *Nous travaillons en étroite collaboration avec un conseiller juridique pour trouver des réponses, je ne peux pas répondre sur le champ, mais ces éléments seront intégrés dans la publication à venir sous peu.*
- Députée Carol Hughes (NPD ; Algoma – Manitoulin – Kapuskasing) : Pourquoi autoriserions-nous les citoyens états-uniens propriétaires de chalets à entrer dans le pays, étant donnée la situation aux États-Unis ? Est-ce que Santé Canada envisage l'utilisation de respirateurs P-100 dans les hôpitaux ? Le gouvernement envisagera-t-il un crédit d'impôt pour les personnes qui en font don aux hôpitaux ? Pourquoi Bell Canada ne plafonne-t-elle toujours pas les tarifs des abonnements Internet pour les personnes qui font l'utilisation à distance de plateformes dans le cadre de leur travail et qui ont vu leur utilisation d'Internet augmenter ?
 - M^{me} Kropp : *En matière de don potentiel de masques, je ne saurais parler de ce type de masques précis, mais ils devront respecter les normes réglementaires de SC, et ces aspects sont testés en ce moment avec SC.*
 - ASFC : *Je ne suis pas en désaccord avec ce que vous dites. Il y a plusieurs problèmes complexes, par exemple certaines personnes ont la double nationalité, ou ce sont des couples composés d'une personne qui a la citoyenneté canadienne et l'autre non. Mais nous respectons les conseils donnés puisque cela pourrait mettre les systèmes de santé à rude épreuve.*
 - ARC : *La création d'un crédit d'impôt serait sous la responsabilité du ministère des Finances.*
 - ISDE : *De gros dons corporatifs ont été faits par un certain nombre de sociétés, l'ASPC et ISDE ont facilité ces dons. Il n'y a pas d'interlocuteur pour s'occuper des dons de particuliers, mais ils doivent s'adresser aux autorités sanitaires locales.*
- Pierre Vanier (Conseiller politique du député Luc Thériault, BQ ; Montcalm) : Y a-t-il des nouvelles du programme pour les travailleurs étrangers temporaires ?
 - M^{me} Kropp : *Nous ferons un suivi avec IRCC.*

- Député Dave Epp (PCC ; Chatham – Kent – Leamington) : À cause des retards pour faire venir des travailleurs étrangers temporaires, les travailleurs étrangers temporaires présents sur le territoire demandent des extensions de leurs programmes de travail actuels. Que fait-on pour remédier à cette situation ?

M^{me} Kropp : Je prends note de cette question à transmettre à IRCC et je vous en reparlerai.

Veillez noter que ce rapport est un document de travail, réservé à l'usage interne de l'ASPC. Si vous avez des questions ou commentaires, veuillez me le faire savoir.

Spencer Brickles
Parliamentary Affairs, Office of Strategic Policy and Planning
Public Health Agency of Canada / Government of Canada
spencer.brickles@canada.ca / Tel: 343-543-3102

Affaires parlementaire, Bureau des politiques et de la planification stratégiques
Agence de la santé publique du Canada / Gouvernement du Canada
spencer.brickles@canada.ca / Tél : 343 543-3102

